

2010 > 2015

L'action des élu-e-s communistes de la Région Pays-de-la-Loire



FIERS D'ÊTRE À GAUCHE



Parmi les nombreux enseignements de ce mandat régional qui s'achève, celui de l'utilité et de l'efficacité des élu-e-s communistes est reconnu de tous. Dans un contexte particulièrement difficile pour les collectivités au regard des choix gouvernementaux, l'apport d'élu-e-s combattifs, fidèles à leurs valeurs et leurs engagements, a permis de poursuivre et d'amplifier la mise en œuvre de politiques publiques utiles à nos concitoyennes et concitoyens, efficaces pour le développement de notre territoire.

Vous le constaterez à la lecture de ce document « bilan », chaque élu-e communiste, dans sa compétence, à assumer ses responsabilités au service de l'égalité, de l'humanisme et du progrès pour tous.

La commission Infrastructures, Transports et Déplacements présidée par Gilles Bontemps a, entre autre, multiplié l'offre de transports pour les ligériennes et ligériens. Véronique Mahé, à l'Education, a œuvré sans relâche à la lutte contre les inégalités. Julie Cochin, dont l'engagement auprès des personnes les plus défavorisées ne s'est jamais démenti, a pris toute sa place au sein de la commission Formation Professionnelle. Enfin, l'ambition de la plus grande efficacité pour l'emploi et la promotion sociale d'Aymeric Seassau a trouvé écho auprès de la Commission Développement Economique. Dans le contexte de crise du capitalisme d'une grande violence que nous connaissons, le soutien aux salarié-e-s, à l'emploi, à la recherche et au développement demeure particulièrement nécessaire.

Et c'est à l'unisson que le groupe des élu-e-s communistes de la Région a porté le débat pour combattre toute forme d'austérité, qu'elle soit de droite en son temps, ou d'une partie de la gauche aujourd'hui. De ce point de vue, notre apport a été précieux pour mettre en œuvre une stratégie qui se traduit par un plan d'investissement de plus de 3,5 milliards d'€ sur le mandat.

Parce que notre solidarité ne s'arrête pas aux limites de la Région, notre action a porté ses fruits pour affirmer notre solidarité au peuple Palestinien, pour déclarer la région hors TAFTA.

Les élections régionales auront lieu les 6 et 13 décembre prochain. Le bilan de la majorité régionale, des élu-e-s communistes, est clairement identifié à gauche. C'est un point d'appui pour construire un projet ambitieux répondant au défi d'une région qui comptera 900 000 habitants de plus à l'horizon 2040, au défi de la lutte contre l'austérité, au défi du rassemblement du peuple de gauche pour battre la droite et l'extrême droite.

Philippe DENIS,

Président du groupe communiste de la Région Pays de la Loire

Gilles BONTEMPS

Vice-Président du Conseil Régional
Président de la Commission Infrastructures,
Transports et Déplacements

Julie COCHIN

2e Vice-Présidente de la Commission
Emploi, Formation Professionnelle et
Métiers de demain

Philippe DENIS

1er Vice-Président de la Commission
Finances, Personnel, Travaux et Démocratie,
Communication. Président de la CRESA.

Véronique MAHE

1re Vice-Présidente de la Commission
Education et Apprentissage

Aymeric SEASSAU

Membre de la Commission Economie,
Innovation, Enseignement Supérieur et
Recherche

SOMMAIRE

Page 2 : Une stratégie de lutte contre l'austérité / Zoom sur les EMR

Page 3 : Infrastructures, Transports et Déplacements : un Président de Commission dans l'action

Page 4 : Les élu-e-s communistes aux cotés des jeunes

Page 5 : Une priorité : le développement économique

Page 6 : Accompagner les salariés privés d'emplois, les salariés en activité et sécuriser leurs parcours !

Page 7 : Des vœux portés par les élu-e-s communistes / Un engagement de progrès dans l'ouverture sur le monde

Page 8 : 4 défis pour une région ancrée à gauche

Développer la Région...

UNE STRATÉGIE FINANCIÈRE DE LUTTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Parce que la stratégie financière d'une collectivité donne le sens de son action, les élu-e-s communistes ont porté le débat pour une Région offensive et dynamique. Au total, c'est plus de 3,5 milliards d'€ investis dans notre Région sur la durée du mandat. C'est une valorisation du patrimoine. Cette politique permet le développement du territoire, répond aux objectifs fixés et aux ambitions de répondre aux urgences et aux besoins des populations. Ce volontarisme contribue directement à la lutte contre le chômage.

L'URGENCE D'UNE RÉFORME FISCALE

La réforme fiscale de 2009, mise en œuvre par Sarkozy, a supprimé la collecte de la taxe professionnelle aux Régions. Ne reste désormais que la fiscalité indirecte avec la taxe sur les permis de conduire, les cartes grises et la TICPE.

Parce qu'elle touche plus particulièrement les jeunes, nous avons supprimé la taxe permis de conduire dès 2005 et chaque année depuis.

Reste également la taxe sur les cartes grises (48€ par cheval fiscal) pour laquelle nous sommes dans la moyenne nationale et la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétique (ex Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers) que l'Etat a transféré aux Régions pour financer le transfert des personnels de lycées.

Viscéralement hostiles à ce type de fiscalité, les élu-e-s communistes n'ont pas voté l'augmentation de son taux.

Dans ce contexte, notre région ne maîtrise aujourd'hui qu'environ 6% de ses recettes budgétaires, la majeure partie d'entre elles relevant de dotation de l'Etat et de recettes diverses.

Tout au long du mandat, nous avons rappelé la nécessité absolue d'une réforme fiscale qui permette aux collectivités d'assumer leurs compétences.

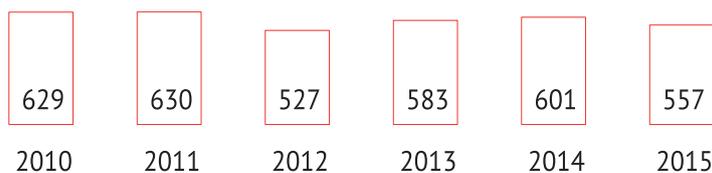
Alors que la réforme territoriale avance, avec de nombreux élu-e-s, nous exigeons la clarification des compétences clés, le retour à la Clause de compétences nous permettant d'agir sur les priorités de notre territoire et une fiscalité dynamique.

CONTRAT DE PLAN ETAT RÉGION 2015 / 2020

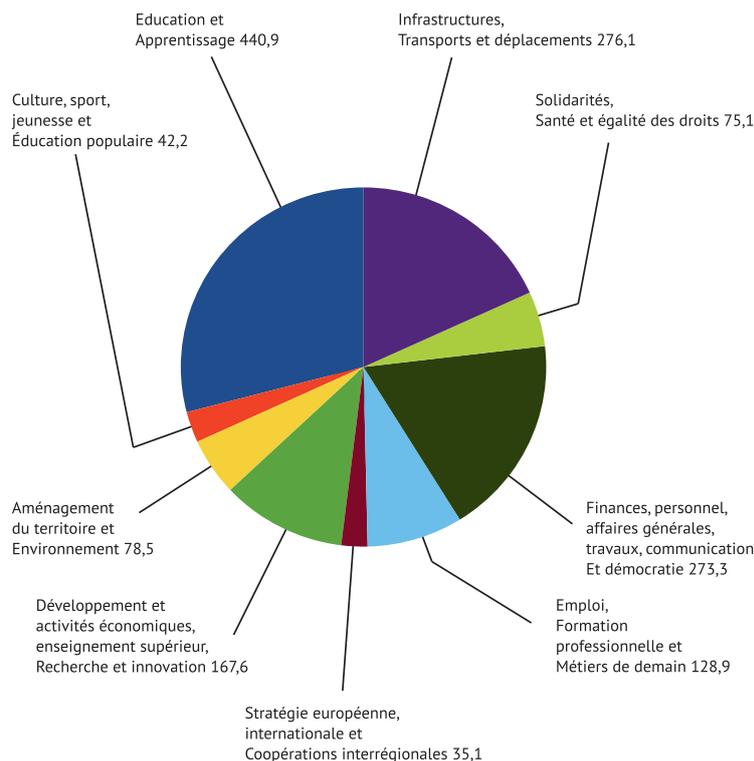
A l'instar des élu-e-s communistes, il aura fallu la mobilisation de toute la majorité régionale pour obtenir la réécriture de la copie de gouvernement. Avec 61 millions d'€ supplémentaires, l'enveloppe atteint 412,616 millions d'€, complétée par 10 millions d'€ du programme Investissement d'Avenir.

Malgré nos efforts, l'enveloppe globale est en recul de 76,5 millions d'€, auxquels il faut ajouter 31 millions d'€ de baisse de dotation....**C'est inacceptable, il y a urgence à changer de cap !**

Investissements par année (millions d'euros)



Dépenses inscrites au budget 2015 en millions d'euros



ZOOM SUR LES EMR

Aujourd'hui se constitue progressivement en Pays de la Loire, le 1er pôle industriel français pour les énergies marines renouvelables. Depuis 2010, la Région s'est fortement mobilisée avec l'ensemble des acteurs locaux pour donner naissance à une nouvelle filière industrielle porteuse d'avenir qui devrait générer à terme 3 500 emplois directs et indirects, se développer à l'export et générer plusieurs milliards d'euros de retombées économiques. Cette ambition est désormais une réalité concrète grâce aux engagements industriels qui constituent des avancées stratégiques pour le territoire en matière d'EMR et aux 2 parcs éoliens offshore.

INFRASTRUCTURES, TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS : UN PRÉSIDENT DE COMMISSION DANS L'ACTION !

Gilles Bontemps, Vice-Président communiste aux Infrastructures, Transports et Déplacements, œuvre depuis deux mandats au développement de transports accessibles à tous, sur l'ensemble du territoire. Facteur déterminant d'épanouissement personnel et professionnel, les enjeux d'accessibilité ont révélé toute leur importance.

UN DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE SANS PRÉCÉDENT POUR RÉPONDRE AUX BESOINS

Depuis 2004, la Région, sous l'impulsion de Gilles Bontemps, a investi 750 millions d'€ dans l'acquisition de 112 nouveaux trains sur le réseau régional qui dispose désormais de 121 gares, 109 points d'arrêts routiers. **En 15 ans, la fréquentation du réseau régional a augmenté de 136%.**

Dans ce contexte, l'objectif global d'augmentation de 30 % des dessertes ferroviaires a été dépassé.

Avec la livraison des nouveaux trains, le nombre de places se montera à 32 233 en 2018, soit 105 % d'augmentation par rapport à 2004. Un doublement de la capacité d'accueil qui a permis aux ligériennes et ligériens de se déplacer plus efficacement en réduisant également les émissions de gaz à effet de serre.

L'implication des usagers, avec 72 Comités de lignes, organisés par le Vice-Président, les Comités Régionaux des partenaires et 9 réunions publiques sur les cadencements en 2015, constitue un acquis en terme d'institutionnalisation de la démocratie participative.

LA RÉOUVERTURE DE LA LIGNE NANTES CHÂTEAUBRIANT ET LA RÉALISATION DE LA VIRGULE DE SABLÉ : DEUX ÉVÉNEMENTS MAJEURS POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



Avec la réouverture de la ligne NANTES-CHATEAUBRIANT, le désenclavement du Nord de la Loire-Atlantique et le développement Péri-Urbain est devenu une réalité pour un coût de 210 M€, dont près de 70 millions d'€ à la charge de la région (hors matériel).

Une tarification adaptée garantissant l'accès de tous aux transports régionaux :

- Extension du bénéfice de la carte « ACTI » aux demandeurs d'emploi en formation qui bénéficient de 75 % de réduction
- Extension de la carte « TIVA » qui permet aux 12/25 ans de voyager à moitié prix après l'achat de la carte (25€)
- Mise en place d'une carte de réduction « FIFTI » pour les plus de 25 ans, sans limite d'âge, pour l'achat d'une carte à 65€ pour 1 an, soit 50 % de réduction sur toutes les lignes ferroviaires et routières régionales
- Abonnement travail depuis 2012 – Prix maxi : 45€ par mois

UN SOUTIEN RENOUVELÉ À L'EMPLOI CHEMINOT DANS NOTRE RÉGION

Avec la réalisation en 2008 et la livraison en 2010 de la 1ère tranche des Ateliers de maintenance de Blottereau à Nantes pour une participation de 25 millions d'€ pour la Région, les effectifs cheminots sont passés de 60 à 200 personnes.

Avec le soutien de 8,5 millions d'euros financés par la Région et SNCF (60 % et 40 %) les effectifs des ateliers tram-trains sont passés de 0 à 12 personnes, puis à 25 avec l'extension, financée par la Région en 2014. Enfin la réalisation de la 2ème tranche des Ateliers de maintenance de Blottereau avec un investissement de 34 M€ Région permettra à l'horizon 2017 l'augmentation minimum de plus de 100 salariés cheminots. Les effectifs passeront ainsi à plus de 300 personnes.

LA RÉGION DÉVELOPPE LES INFRASTRUCTURES AU SERVICE DE L'EMPLOI ET DU TERRITOIRE



Le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire est le premier port de la façade atlantique, le quatrième en France. Atout industriel majeur pour notre région, la collectivité, soutenue par les élu-e-s communistes, a œuvré fortement à son développement et sa diversification, notamment dans le domaine des Energies Marines Renouvelables.

Sur la période 2007/2013, la Région a fléché 7 M d'€ sur l'extension des quais (340 m) à Montoir, pour un coût global de 34 M d'€.

L'action de Gilles Bontemps a également pesé sur le Contrat de Plan Etat Région 2015-2020. Au total, c'est 53 M d'€ pour développer les infrastructures et les outils fonctionnels, dont 16.8 M d'€ pour la seule Région Pays de la Loire.

AÉROPORT DU GRAND OUEST

Dans le cadre du financement de l'Aéroport du Grand Ouest les contributions actuelles et à venir du Conseil régional sont faites sous forme d'avances remboursables. Les 115 M d'€ payés par les collectivités sont et seront des avances forfaitaires, non révisables et valorisables. Une fois les avances remboursées aux collectivités, le concessionnaire devra verser 5 % du chiffre d'affaires de l'aéroport chaque année.

LES ÉLU-E-S COMMUNISTES AUX CÔTÉS DES JEUNES

La jeunesse subit de plein fouet la crise actuelle avec une précarité accrue et un taux de chômage culminant à 25%. Permettre à chacune et chacun de suivre le parcours de son choix est donc plus que jamais un défi pour aujourd'hui et pour demain. Le soutien à l'éducation et à la formation a ainsi été au cœur des politiques régionales des élu-e-s communistes. Plus de 113 000 lycéens suivent une formation sur le territoire de la Région qui dispose de plus de 51 centres de formation, 182 sites, 4 universités et 39 sites d'Enseignement Supérieur et de Recherche. Dans ce contexte, le soutien à l'éducation a été continu avec près de 1200 opérations programmées dans les lycées publics entre 2004 et 2016 et 691 M d'€ consacrés à la formation dont 257 M d'€ pour les lycées. **Véronique Mahé, 1er Vice-Présidente de la Commission Éducation, en charge des nouveaux lycées et du cartable numérique, a œuvré en ce sens durant tout le mandat.**

CINQ NOUVEAUX LYCÉES

La Région Pays de la Loire a gagné 3560 lycéens en 10 ans. La hausse de la population scolaire se poursuivra dans les prochaines années. Pour accompagner ce dynamisme et améliorer les conditions de vie et d'étude des lycéens, la collectivité a choisi d'investir massivement : 1 milliard d'euros consacrés entre 2004 et 2016 au second degré, 5 nouveaux lycées. Un sixième ouvrira ces portes cette année à Carquefou.

GRATUITÉ DES FORMATIONS JUSQU'AU BAC

Depuis 2008, la gratuité des formations BEP/CAP a été mise en œuvre. A partir de 2011, sous l'impulsion des élu-e-s communistes, cette mesure de gratuité a été étendue aux formations équivalentes au BAC pour les formations sanitaires et sociales et pour les formations qualifiantes de la programmation régionale.

CRÉATION DU PACK POUR L'AUTONOMIE DES 15-30 ANS

Ce pack vise à accompagner l'autonomie des jeunes et améliorer les conditions de vie et d'insertion des jeunes en favorisant l'égalité d'accès à la santé, au logement, à la culture, au sport, aux transports et à la formation par des aides directes. Ce sont ainsi près de 6000 prestations médicales qui ont été remboursées, 55 000 « Pass Culture Sport » distribués et 26 000 usagers bénéficiaires de la complémentaire santé.

VIE ÉTUDIANTE

L'accès à l'autonomie est une condition essentielle de la réussite étudiante, le développement des formations par les établissements ne peut être envisagé indépendamment des politiques de vie étudiante. Toutes les dimensions de la vie de l'étudiant doivent donc être prises en compte pour tendre vers sa réussite : santé, vie sociale, ouverture sur la cité...

La Région, par la voix de l'élu communiste en charge de ce dossier, Aymeric Seassau, a ainsi soutenu la réhabilitation de chambres de Cités Universitaires sur l'ensemble du territoire régional. Le programme doté de 18,75 M d'€ d'aide de la Région a permis d'offrir 1 871 chambres rénovées aux étudiants.

CARTABLE NUMÉRIQUE

Dans un souci de justice et d'égalité d'accès au numérique, le dispositif « Ordi Pass » propose une aide pour acquérir un ordinateur portable à moindre coût, de 20 euros à 200 euros selon les revenus. 5400 élèves en sont bénéficiaires tous les ans.

REFONDER L'APPRENTISSAGE

Face à une vision réductrice de l'apprentissage, nous voulons coordonner la formation initiale en alternance pour permettre à chaque jeune d'avoir accès, à la fois, aux savoirs nécessaires à la citoyenneté épanouie et aux savoirs-faire professionnels porteurs de débouchés multiples.



« Le budget 2015 engagera l'ensemble des études nécessaires pour réaliser les projets qui permettront d'accueillir les 14 000 lycéens et apprentis supplémentaires qui étudieront en Pays de la Loire à l'horizon 2025. Des études qui permettront d'engager les démarches nécessaires à la création de nouvelles places, que ce soit par extension d'établissements existants ou par la construction de nouveaux lycées. »

Véronique MAHE

UNE PRIORITÉ : LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La crise économique et sociale est une réalité pour bon nombre d'habitants des Pays de la Loire. Notre région maintient un dynamisme indéniable. Mais la hausse du chômage, la perte de pouvoir d'achat et la hausse de la précarité n'épargnent pas les ligériennes et ligériens. Compétences clef de la Région, le développement économique est essentiel pour contribuer au maintien et à la création d'emplois dignes et bien rémunérés sur l'ensemble du territoire. Les élu-e-s communistes ont œuvré pour consolider les filières existantes, développer les secteurs d'avenir, soutenir l'innovation et ainsi renforcer l'attractivité du territoire.

DÈS 2010, UN PLAN ANTI CRISE

Voté en 2009 autour de 40 mesures d'urgence, ce plan a conduit à inventer de nouveaux modes d'action pour résister à la crise. Ainsi, nous avons mis en place la « caution solidaire » pour le logement des jeunes, le Prêt Régional de Redéploiement Industriel, le Fonds Régional de Sécurisation de l'Emploi ou l'émission d'Obligations Régionales.



LUTTER CONTRE LA CRISE EN PRÉSERVANT L'EMPLOI

Plus de 150 entreprises ont bénéficié du soutien de la Région dans toutes les phases de leur développement. L'objectif assumé pour les élu-e-s communistes est de créer un effet levier. **Cela a permis de sauvegarder près de 10.000 emplois en 3 ans et lutter contre le chômage et les fermetures d'entreprises.**

FORMER PLUTÔT QUE LICENCIER !

Au-delà de ses compétences essentielles et face aux difficultés économiques actuelles, la Région a décidé de s'engager non seulement aux côtés des demandeurs d'emploi en soutenant des actions de formation, mais également aux côtés des salariés en « fragilité professionnelle ». Pour sécuriser les parcours professionnels, La Région a soutenu des entreprises pour mettre en place des actions de Formation Professionnelle.

Avec ce dispositif, ce sont plus de 10.000 salariés ligériens qui ont été maintenus dans l'emploi.

COMMISSION RÉGIONALE D'ÉVALUATION ET DE SUIVI DES AIDES (CRESA) : LA TRANSPARENCE DE L'UTILISATION DE L'ARGENT PUBLIC.

Mise en place en 2009, la CRESA, présidée par un élu communiste, a pris son essor dès 2011.

Ainsi, chaque aide apportée aux entreprises, qu'elle soit un soutien direct ou une avance remboursable, a conduit à la contractualisation avec la Région sur des engagements précis, souvent en terme d'emplois.

En 2012, afin d'agir en amont de l'aide, nous avons mis en place un « Contrat de Progrès ». Au-delà d'une aide de 100 000€, l'entreprise s'engage sur deux axes qui relèvent soit de l'emploi, des conditions de travail, de l'égalité sociale et de l'environnement.

Au terme du contrat, nous vérifions le respect des engagements pris. Faute de ce respect, deux entreprises ont remboursé les aides que nous leur avons attribuées.

Aymeric SEASSAU,

En séance lors du vote du budget régional 2014

« Oui, la Région met toutes ses forces et ses talents pour soutenir la reprise, préparer au mieux l'avenir des Ligériens et contribuer au retour d'une croissance régionale et d'un développement durable. Mais tout ce volontarisme politique de la Région risque fort d'être mis à mal par les politiques nationales et européennes et surtout l'égoïsme forcé des capitalistes ! »

De l'intérêt général..

ACCOMPAGNER LES SALARIÉS PRIVÉS D'EMPLOIS, LES SALARIÉS EN ACTIVITÉ ET SÉCURISER LEURS PARCOURS !

Autour de la mission d'intérêt général qu'est la Formation Professionnelle, compétence première du Conseil régional, le nouveau Service Public Régional de la Formation Professionnelle Continue a donné un cadre d'action plus clair à l'activité de Formation Professionnelle des salariés et demandeurs d'emploi. Dans ce sens, il a répondu plus efficacement et plus rapidement aux besoins des salariés et du tissu économique.

UNE OFFRE DE FORMATION ADAPTÉE AUX BESOINS DE CHACUN

Au-delà des soutiens importants à l'équipement professionnel, Julie Cochin, l'élue communiste en charge, a concentré ses efforts sur les personnes les plus fragiles.

Ainsi, l'offre de la collectivité permet l'inscription dans des «parcours de qualification» qui garantissent l'adaptation à la situation personnelle de chacun.

Quatre objectifs nourrissent la politique de formation professionnelle :

- La remise à niveau des savoirs de base
- La découverte des métiers
- La construction d'un projet professionnel
- La pré-qualification et la qualification.

TROIS QUESTIONS À JULIE COCHIN, MEMBRE DE LA COMMISSION FORMATION PROFESSIONNELLE



EN QUOI CONSISTENT LES DISPOSITIFS DE FORMATION PROFESSIONNELLE ?

Plusieurs axes clefs forment notre politique. En premier lieu, par l'accompagnement des parcours professionnels des jeunes, la Région met en œuvre un partenariat avec le réseau des Missions locales. Ensuite, nous avons fait évoluer l'offre de formation professionnelle continue, qui se compose désormais de «parcours de qualification».

LE PUBLIC EN FORMATION PROFESSIONNELLE PEUT ÊTRE EN SITUATION PRÉCAIRE, COMMENT LES SOUTENEZ-VOUS ?

En complément de l'organisation et du financement d'actions de formation pour les demandeurs d'emploi, la Région attribue une rémunération aux stagiaires de la formation continue relevant de ses programmes collectifs ou individuels, lorsque ces stagiaires ne sont pas indemnisés par Pôle emploi. Cette rémunération s'accompagne d'une prise en charge de la protection sociale et d'une indemnité au titre des frais de transports ou d'hébergement. C'est, pour nous, un élément clé de la sécurisation des parcours de formation.

QUELLE ACTION SYMBOLISE LE MIEUX L'AMBITION DE LA RÉGION DANS CE DOMAINE ?

Nos dispositifs de formation professionnels s'adressent à tous. Dans ce cadre, j'ai beaucoup travaillé sur le dispositif de financement de formation des détenus dont j'ai la responsabilité. Depuis 2011, j'ai expérimenté la mise en œuvre de la Formation Professionnelle de ce public, dans 4 établissements en gestion directe de l'Etat. Objectif : **favoriser l'insertion professionnelle des détenus à la sortie de la prison, via la formation professionnelle.**

RÉFORME TERRITORIALE

UNE REMISE EN CAUSE DE LA DÉCENTRALISATION

Depuis les réformes territoriales mises en œuvre par Sarkozy, jusqu'aux projets de loi gouvernementaux actuels, tous révèlent leur danger pour les territoires et les populations.. Éloignement des centres de décision, asphyxie budgétaire, suppression de la clause de compétence générale, redécoupage géographiques sans concertation, forment les maillons d'une chaîne étranglant nos collectivités.

Il s'agit, avec l'adoption des récents textes, d'une remise en cause de la décentralisation. Ils ouvrent la voie à la disparition des collectivités territoriales de proximité, en particulier les communes par le transfert progressif de leurs compétences et de leur autonomie budgétaire. Une République, fédéraliste et non plus unitaire, est en train de naître qui mettra les territoires et les citoyens en concurrence, sans que le peuple souverain n'ait eu à en décider, ni même à en débattre.

DES VŒUX PORTÉS PAR LES ÉLU-E-S COMMUNISTES

POUR FAIRE DES PAYS DE LA LOIRE UN TERRITOIRE HORS TRAITÉ TRANSATLANTIQUE...

« Pour toutes ces raisons, le Conseil régional des Pays de la Loire, réuni en Séance plénière les 26 et 27 juin 2014 : demande l'arrêt des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) du fait de l'absence de contrôle démocratique et de débat public sur les négociations en cours »

POUR SOUTENIR LES SALARIÉS EN LUTTE...

« Dans la continuité du vœu contre les licenciements boursiers adopté lors de la session du 1er février 2013, le Conseil Régional des Pays de la Loire : Exprime sa solidarité avec les salariés de la SEITA ; Demande solennellement l'ouverture d'un vrai dialogue afin que toutes les solutions alternatives à la fermeture du site soient examinées. »

POUR L'AVENIR DES CHANTIERS NAVALS...

« Considérant la navale comme une filière industrielle stratégique d'avenir, le Conseil régional des Pays de la Loire demande : Un dialogue entre Etat, Région, STX et Organisations Syndicales pour permettre une concertation permanente ; La recherche d'un tour de table nouveau renforçant le rôle de l'Etat et des Pouvoirs Publics et priorisant les industriels non financiers qui ont les moyens de réussir une stratégie de développement »

UN ENGAGEMENT DE PROGRÈS DANS L'OUVERTURE SUR LE MONDE

POUR LA PAIX EN PALESTINE

Sous l'impulsion du groupe communiste, la majorité régionale s'est engagée en faveur de la reconnaissance d'un Etat Palestinien. A l'occasion d'un échange dans le cadre de la coopération internationale, Philippe Denis a été reçu par Salah Hamouri en Cisjordanie, ancien prisonnier politique franco palestinien. Revenu en France faire part de ses remerciements et témoigner de la situation des prisonniers de l'Etat d'Israël, Salah a répondu à l'invitation du groupe, en présence de Jean-Claude Lefort, Président de l'association France Palestine, qui les a accueilli à l'Hôtel de Région.



COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

La Région a mené des actions de coopération avec l'Allemagne, le Burundi, la Chine, l'Inde, la Tunisie...

Un exemple de coopération : le port de Qingdao, province du Shandong en Chine, qui, avec ses 14 millions de container par an a contractualisé avec le Grand Port Maritime de Saint-Nazaire.

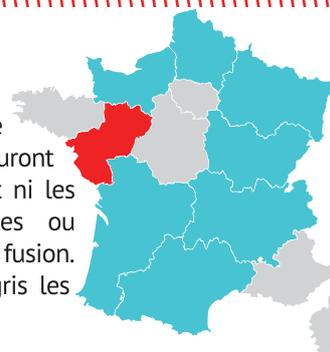


PAR L'ACTION, L'UNITÉ PRÉSERVÉE

Première région promise au depeçage, les Pays de la Loire ont conservé l'intégralité de leur territoire. Les élus communistes ont pris une part active à ce résultat positif. **Ils ont œuvré au quotidien dans le souci d'un rassemblement le plus large pour préserver l'esprit d'une décentralisation bénéfique aux ligériens et porteuse de progrès social.**

LE NOUVEAU DÉCOUPAGE

Réforme d'intérêt douteux, le nombre des Régions va finalement passer de 22 à 13. Les Pays de la Loire n'auront finalement ni à subir un éclatement ni les lourdes réorganisations de services ou harmonisations qu'aurait causé une fusion. (en bleu les nouvelles régions, en gris les régions conservées en l'état).



4 défis pour une région ancrée à gauche

Avec 900 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2040, la croissance démographique serait principalement portée par la Loire-Atlantique et la Vendée avec 620 000 personnes supplémentaires. La Région n'échapperait pas au vieillissement de sa population, les seniors représenteraient près d'un tiers de sa population. Ce qui n'empêcherait pas les Pays de la Loire de rester une Région jeune grâce à une croissance de la natalité soutenue. Ce constat appelle à relever des défis considérables pour une Région ancrée à gauche.

LE DÉFI DE LA JEUNESSE

Autour de ses compétences centrales que sont l'Éducation et la Formation Professionnelle, la Région devra relever le défi de la réponse aux besoins de sa jeunesse. La construction d'établissements neufs, la réhabilitation de l'ancien, l'accessibilité aux transports, le soutien à l'Enseignement Supérieur et la Recherche, l'accompagnement dans l'emploi sont autant de questions qui nécessitent des engagements forts.

LE DÉFI DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quelle industrie pour demain ? Quelle politique économique pour les Pays de la Loire ? Le renforcement et le soutien à des projets de territoires, au développement de filières d'avenir, à la recherche et au développement sont sans nul doute des réponses à renforcer. Ces interrogations, parmi d'autres, sont au cœur des défis à relever pour faire de notre Région, un territoire de croissance, d'emplois qualifiés et bien rémunérés.

LE DÉFI DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES TERRITOIRES ET LES CITOYENS

Face au fossé pouvant se creuser entre zone urbaine et rurale, l'enjeu de l'égalité entre tous et partout est crucial. Quel transports collectifs pour tous ? Comment permettre l'accès aux services de santé en zone rurale ? Comment bien vieillir dans notre Région ? Quels emplois, quelle agriculture, quelle filière de la pêche ? Quel accès aux services publics de proximité renoués ?

LE DÉFI DÉMOCRATIQUE

Dans un contexte de défiance à l'égard de la politique, la démocratie doit plus que jamais être au cœur des politiques publiques. Comment travaillerons-nous demain à gagner de nouveaux droits et pouvoirs pour les salariés ? Gagner le droit citoyen à l'interpellation sur des sujets d'intérêt régional ? La démocratie apparaît à la fois comme un moyen de nos politiques et comme un objectif de notre action. Notre boussole : la démocratie participative.

